

Jean-Michel Blanquer prêt à « faire évoluer » les E3C

Ces épreuves communes du bac ont été perturbées dans 15 % des lycées. Un tiers d'entre eux ont été contraints de les reporter.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION Comment le ministre de l'Éducation peut-il sortir de la crise ? Grève de la surveillance, blocage de lycées, intrusion dans certains établissements, actes de vandalisme... Cette semaine encore, les fameuses « E3C », ces épreuves communes de contrôle continu (qui compteront à hauteur de 30 % dans la note globale du nouveau bac), lancées le 20 janvier, ont été perturbées. « Effet de loupe », avait martelé le ministre Blanquer lors des premiers heurts.

« Dans l'immense majorité des cas, ça s'est passé de manière normale », a-t-il encore tempéré, jeudi, en marge d'un déplacement. Ces épreuves d'histoire-géographie et de langues, mais aussi de mathématiques pour la voie technologique, ont été perturbées dans 15 % des établissements, selon le ministère. Parmi eux,

« un bon tiers » ont dû les reporter, a expliqué le ministre qui s'est dit prêt à « faire évoluer » les prochaines E3C. Prévue en avril-mai, cette 2^e session concernera aussi l'une des trois spécialités que les élèves auront choisi d'abandonner, en prévision de la classe terminale. « Il y a des critiques et il faut bien sûr les entendre », a concédé le ministre, à qui les syndicats reprochent une certaine « raideur ». « Si Jean-Michel Blanquer était à l'écoute et s'il ne jetait pas de l'huile sur le feu, nous n'en serions pas là », lâche Sophie Vénétiay, au Snes. Le syndicat majoritaire du second degré, qui appelle depuis plusieurs semaines à la grève de la surveillance, ne porte pas vraiment dans son cœur ce ministre catalogué à droite.

Aménagement ou report ?

Comment sortir de cette crise latente ? Le comité de suivi de la réforme du bac fera le 11 mars des propositions d'aménagement



Mercredi, des enseignants de différents établissements, opposés aux E3C, ont jeté des livres et des cahiers devant les portes du rectorat de Toulouse. BATARD PATRICK/ABACA

des E3C, le ministre devant faire des annonces dans la foulée. De quelle nature ? On parle de « simplification » du cadre, mais aussi de report de la 2^e session à juin, au même moment que les épreuves terminales du bac, ou encore de prise en compte des notes obtenues lors du

contrôle continu. Difficile cependant d'imaginer une solution qui satisferait l'ensemble des partenaires sociaux. Car les positions sont diamétralement opposées. D'un côté, l'Unsa, syndicat réformiste, est favorable à la réforme du bac et à l'introduction d'une dose de contrôle

continu dans l'examen. « Et les E3C fixent justement un cadre à ce contrôle continu », explique Claire Krepper à l'Unsa, qui regrette cependant la précipitation dans laquelle ces épreuves ont été pensées. Au Snes, on refuse précisément cette idée. « Seules des épreuves terminales et nationales garantissent l'équité », résume Sophie Vénétiay. Et l'on rejette en bloc la réforme Blanquer.

Au syndicat des personnels de direction (SNPDEN), on a mené cette semaine une enquête auprès de 450 lycées (soit un tiers des établissements) sur le déroulement des épreuves. Celles-ci se sont passées « correctement » dans 87 % d'entre eux, malgré de nombreuses perturbations. Et 45 proviseurs ont été « insultés ou moles-tés ». « Aujourd'hui, certains semblent considérer que brûler des poubelles devant un lycée est un mode d'action normal », commente Philippe Vincent, au SNPDEN. Il dénonce des « actions aussi inacceptables qu'illégales ». Et s'inquiète, en parallèle, d'un « malaise général ». Dans un contexte de contestation de la réforme des retraites, le monde enseignant attend davantage de gage sur la revalorisation financière promise par le ministre. ■